

[Texte]

**The Chairman:** Thank you, Mr. Martin. You've taken a clear chunk of the 10 minutes. I know the minister wants to give you fair due so I certainly will allow him reasonable time to answer. I hope we can try to keep within the 10-minute pattern, if we can, in order to give all members adequate opportunity.

**Mr. Martin:** I'm duly admonished.

**Mr. Charest:** I'll try to go rapidly. I'm going to ask Karen Brown, vice-chair of FEARO, to answer the fourth question of Mr. Martin on Bill C-13, Maybe she can give it some thought while I work on the first three questions.

The first is on the EARP guidelines. I anticipate that yes, the guidelines will remain in order as long as Bill C-13 is not passed. I don't anticipate that Bill C-13 will not be passed. But if that were the case, I don't see why the guidelines would not continue to exist until an alternative were to be put forth.

I wonder why you asked that question. I'm wondering whether an issue came up I have not been made aware of.

**Mr. Martin:** I'll just take here a second, John, to respond to your question. At the CEN conference we were all at, there was an impression left by some of your officials with a number of the members of the assessment caucus that the guidelines might die if Bill C-13 passed. That's the reason I raised it.

**Mr. Charest:** Karen was just pointing out to me that there has been this subsidiary issue around Bill C-13. You may have seen this in the legislative committee; some people have come before the committee to say Bill C-13 is going to take too much time. They have asked us to amend the guideline orders in the meantime and offer them some comfort.

We've taken the position that if we go down that road, it's not going to help the legislation happen. We need legislation and that's what we have to work on. I hope this resolves any doubt that may have been there.

On the ecological union, as opposed to the economic union, it's not a concept to which I'm averse. It would be a relatively new concept and one I'm open to, if members of the committee wish to put it forward and to articulate it. I think the point of what I try to make in my presentation is that we do have a lot of accomplishments in the area of federal-provincial co-operation on the environment.

I can tell you there is an example we can draw on in the area of the environment of federal-provincial co-operation. The Canadian Council of Ministers of the Environment has been fairly efficient. It's a different structure from the one we usually find in federal-provincial fora, where all governments are there, they meet once a year, and there's a provincial government and federal government that chair. In the council, all governments are equal. I will be chairing this year for the federal government, only because it's our turn to chair this year.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Martin. Vous avez déjà pris une bonne part de vos 10 minutes. Je sais que le ministre va vouloir vous répondre comme vous le méritez, et je vais donc lui allouer un temps raisonnable pour le faire. J'espère bien que nous pourrons nous en tenir quand même à notre limite de 10 minutes, si possible, afin que tous les membres aient leur tour.

**M. Martin:** Quelle belle réprimande!

**M. Charest:** Je vais essayer d'être bref. Je vais demander à Karen Brown, qui est vice-présidente du BFEEE, de répondre à la quatrième question de M. Martin au sujet du projet de loi C-13. Elle peut réfléchir à cette question pendant que je tente de répondre aux trois premières.

La première question portait sur les directives relatives au PEEE. Je suppose que ces directives resteront effectivement en vigueur tant que le projet de loi C-13 n'aura pas été adopté. Je crois bien qu'il le sera, mais si ce n'était pas le cas, je ne vois pas pourquoi les directives ne seraient pas maintenues jusqu'à ce qu'une autre solution se présente.

Je me demande pourquoi vous avez posé cette question. S'est-il passé quelque chose sans que je sois mis au courant?

**M. Martin:** Je vais simplement prendre une seconde, John, pour répondre à votre question. Au cours de la rencontre du RCE à laquelle nous avons tous assisté, certains de vos fonctionnaires ont donné l'impression à plusieurs membres du groupe d'évaluation que ces directives seraient abrogées si le projet de loi C-13 était adopté. C'est pour cette raison que j'ai soulevé la question.

**M. Charest:** Karen vient de me dire que la question s'est posée au sujet du projet de loi C-13. Vous en avez peut-être entendu parler en comité législatif; selon certains des témoins qui ont comparu devant le comité, le projet de loi C-13 prendra beaucoup trop de temps. Ces gens nous ont demandé de modifier les directives entre temps afin de les rassurer.

Mais nous avons décidé que, si nous procédons ainsi, nous n'allons pas aider à l'adoption du projet de loi. Nous avons besoin de mesures législatives, et c'est à cela que nous devons nous employer. J'espère que cette réponse viendra lever toute incertitude à ce sujet.

En ce qui concerne l'union écologique, par opposition à l'union économique, c'est un concept qui ne me déplaît pas. Ce serait un concept relativement nouveau, que je suis prêt à étudier, si les membres du comité veulent présenter quelque chose de plus détaillé à ce sujet. Ce que j'ai voulu dire dans mon exposé, c'est qu'il y a déjà beaucoup de choses qui se font dans le cadre de la coopération fédérale-provinciale en matière d'environnement.

Je peux vous dire qu'il y a à cet égard un exemple dont nous pourrions nous inspirer. Le Conseil canadien des ministres de l'Environnement est relativement efficace jusqu'ici. Il a une structure différente de celle que l'on trouve généralement dans les tribunes fédérales-provinciales, où tous les gouvernements sont représentés et où ils se réunissent chaque année, sous la présidence conjointe d'un gouvernement provincial et du gouvernement fédéral. Mais dans ce conseil, tous les gouvernements sont égaux. C'est moi qui vais présider la rencontre de cette année au nom du gouvernement fédéral, mais seulement parce que c'est notre tour cette année.